

a des milles et des milles de territoires sur la rive sud que pourraient utiliser de nouvelles industries. Les industries ne peuvent plus songer aux grands centres à cause des impôts et des obligations de toutes sortes, et ce territoire de la rive sud s'ouvre à l'expansion industrielle. A cette heure où l'argent abonde et où nos hommes d'affaires cherchent de nouvelles ouvertures, je dis que c'est le devoir du présent Gouvernement de faire appel à la coopération du gouvernement provincial, des municipalités et des deux réseaux ferrés, le Pacifique-Canadien et le Canadien National, qui sont intéressés à traverser le fleuve à proximité de Trois-Rivières, afin que tous ces organismes se donnent la main pour favoriser la construction du pont dont je parle. L'entreprise donnerait du travail, encouragerait les gens, et répondrait à une nécessité. A présent que tout est à l'état latent et que nous cherchons à faire quelque chose de nouveau et de plus grand, le projet devrait retenir l'attention du Gouvernement et des meilleures intelligences du pays, afin que le pont puisse être construit dans un avenir rapproché.

L'hon. DOUGLAS ABBOTT (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, il y a près de deux ans que j'ai pris part à un débat sur l'exposé budgétaire, mais c'est toujours avec plaisir que je le faisais autrefois. La nature de certaines critiques formulées par l'opposition m'a redonné le goût de la lutte.

La principale plainte des honorables députés d'en face est double. D'abord, disent-ils, la réduction des impôts prévue dans l'exposé budgétaire est insuffisante et parcimonieuse, pour employer les expressions parues dans les journaux qui appuient les honorables vis-à-vis; et, afin d'étayer leur thèse, vu que le budget est déficitaire d'une somme de 300 millions de dollars, ils accusent le Gouvernement d'avoir effectué des dépenses excessives et imprudentes qu'il faut réduire. S'ils ne faisaient pas ressortir ces points, il va sans dire qu'ils préconiseraient de plus forts emprunts ou l'inflation et, bien que quelques-uns d'entre eux soient favorables au premier moyen, ils n'osent pas le dire ouvertement.

Avant de traiter des principales dépenses je signalerai à la Chambre une chose qu'elle sait déjà, à savoir, qu'elle est saisie des crédits depuis environ deux mois, que ceux de certains des plus importants ministères, y com-

pris l'Agriculture, la Santé nationale et le bien-être social, et une bonne partie de ceux de la Justice, ont fait l'objet d'une étude détaillée; or, sauf erreur, dans un cas seulement, les honorables députés d'en face ont conseillé une réduction des dépenses; c'était pendant l'étude d'un crédit du ministère de la Santé nationale et du bien-être social, alors qu'ils ont critiqué l'affectation de \$300,000 pour nous assurer que 273 millions de dollars seraient dépensés d'une façon judicieuse. Par ailleurs, plusieurs honorables députés ont demandé d'augmenter les dépenses. J'ai prié un fonctionnaire de mon bureau de préparer une liste des demandes formulées par les honorables vis-à-vis en vue d'accroître les dépenses. C'est un travail considérable et il n'est pas encore complété, mais je puis donner l'assurance à la Chambre que cette liste sera impressionnante.

Les dépenses prévues pour cette année s'établissent à \$2,769,350,000. Sur ce montant, on affectera \$1,515,846,000 à la démobilisation et à la reconversion. Je conviens volontiers qu'il y a peut-être des postes dans ces crédits qui peuvent et qui devraient être diminués. Dans mon propre ministère, par exemple, nous avons calculé qu'il nous faudrait 488 millions de dollars pour les trois services de la défense cette année, mais, vu que la démobilisation s'effectue plus rapidement que nous ne l'avions prévu et à la suite de nos efforts soutenus pour réaliser des économies, je crois qu'on pourra réduire ce budget. Par ailleurs, je suis d'avis que les dépenses au chapitre des allocations aux anciens combattants dépasseront quelque peu les prévisions.

Sur cette somme d'environ 1,500 millions de dollars, on affectera près de 700 millions aux allocations aux anciens combattants sous une forme ou l'autre. Il faudra voter environ 400 autres millions de dollars pour les besoins des trois armes. La Chambre comprendra que le solde représente les dépenses nécessaires à la démobilisation ou à la reconversion que nous espérons réduire, mais non pas considérablement.

Pour ce qu'on pourrait appeler les dépenses ordinaires du gouvernement, elles s'élèvent à \$1,253,504,000. Cette somme comporte bien des postes qui peuvent être considérés comme parfaitement incompressibles et d'autres qui le sont à peu près. Je vais en donner la ventilation.

Les charges de la dette publique y sont pour \$481,207,000. Les pensions, la caisse de re-

[M. Gariépy.]